

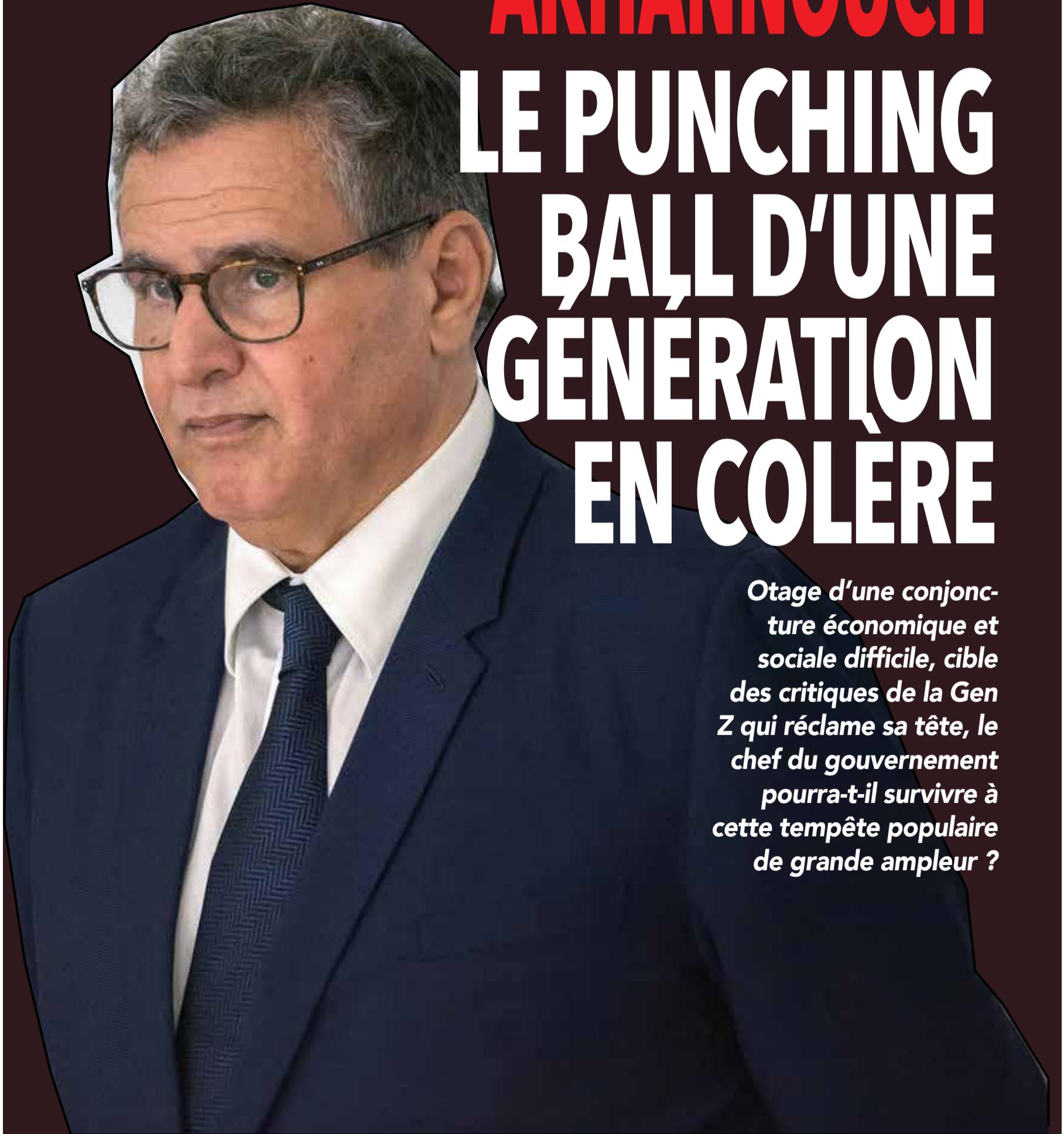


Journal satirique marocain paraissant le vendredi

Dix-neuvième année N°826 Vendredi 10 octobre 2025 - 8 DH -

Directeur de la publication Abdellah Chankou

AKHANNOUCH LE PUNCHING BAL D'UNE GÉNÉRATION EN COLÈRE



Otage d'une conjoncture économique et sociale difficile, cible des critiques de la Gen Z qui réclame sa tête, le chef du gouvernement pourra-t-il survivre à cette tempête populaire de grande ampleur ?



Confus de CANARD



Abdellah Chankou

Directeur de la publication



L'avenir version Gen Z

Impossible qu'ils le fassent de leur propre chef ! Les Marocains qui manifestent de manière pacifique ou violente ne sont que manipulés par les ennemis de l'extérieur... Cette thèse, largement relayée sur les réseaux sociaux par certains milieux, offre l'avantage de rejeter la responsabilité sur une entité obscure plutôt que de regarder la réalité en face et agir en conséquence. Cette vision manichéenne (les bons contre les méchants) propose pour ses défenseurs une échappatoire confortable à une situation complexe qui nécessite des réponses concrètes. Mais gare à la politique de l'autruche et à ses conséquences fâcheuses, notamment la radicalisation des modes d'action, la montée des extrémismes et la fragilisation de la cohésion nationale. Miser sur les gains immédiats de la temporisation sans répondre aux aspirations de la jeunesse est une stratégie de l'illusion.

Cela dit, tout mouvement d'ampleur a le don d'attirer des acteurs aux motivations diverses, y compris des agents provocateurs qui exploitent le terreau fertile de la contestation pour déstabiliser le pays visé. C'est le propre de l'univers numérique qui représente un terrain de jeu idéal pour ce genre de manipulations en raison de l'anonymat et de la viralité. Le mouvement Gen Z 212 n'échappe pas à la règle et ses leaders sont censés être en mesure de déceler les discours qui poussent à la surenchère destructrice. Pour cela, il est essentiel de mettre en place des outils de modération et de communication clairs pour identifier et isoler les tentatives malveillantes. En somme, la plus grande force d'un mouvement comme celui de Gen Z réside dans sa cohésion, sa légitimité et sa capacité à canaliser une colère vers des objectifs constructifs. Laisser les ennemis invisibles pousser à la radicalisation c'est participer, souvent à son insu, à l'auto sabordage de sa propre cause.

Les scènes de violences et de vandalisme qui ont émaillé le mouvement de protestation de Gen Z sont regrettables. Rejetées avec vigueur par tous y compris par ce collectif, elles ne doivent pas avoir de place au Maroc dont la population est connue pour son tempérament pacifique. Mais tout le monde est d'accord sur le fait que les politiques suivies notamment par le gouvernement actuel ont fini par installer une certaine violence sociale, sous forme d'agression continue, diffuse et systémique. Celle-ci est vécue depuis quelques années par de larges franges de la population dans la détérioration du pouvoir d'achat, le délitement de la santé publique, l'incapacité de vivre dignement de son travail, la persistance du chômage de masse chez les jeunes, les expropriations brutales sans relogement immédiat, et la paupérisation des masses... Etc... Cette violence sociale, qui impacte la santé mentale et psychologique des victimes, provoque un profond sentiment d'injustice, porte atteinte à la dignité des plus fragiles et bouche les perspectives d'avenir. Bonjour le désespoir...

La révolte du mouvement Gen Z a fait trembler les gouvernants en même temps qu'il a fait voler en éclats certaines

fausses certitudes. A commencer par celle-ci: la stabilité politique est une donnée immanente, presque un don de Dieu permanent qui se renouvelle avec la succession des saisons. A rebrousse-poil de cette croyance, la stabilité politique, processus continu et non une essence, est le fruit d'une construction sociale, économique et institutionnelle complexe et toujours fragile, le résultat d'un équilibre dynamique jamais définitivement acquis.

Le gage essentiel de la stabilité est l'éducation. Une éducation de qualité, gratuite et accessible à tous, qui permet aux talents de chaque catégorie sociale de s'épanouir tout en entretenant l'espérance et la conviction que l'avenir peut être prometteur.

Le gros des problèmes du pays viennent justement de la défaillance structurelle de l'école publique que les responsables ont cru pallier en encourageant le secteur privé qui représente à peine 10% des effectifs et en inventant les « écoles pionnières » dont le démarrage bancal promet une énième usine à gaz et une machine budgétivore qui accentue l'inégalité devant l'école. Plus qu'un outil de

transmission de la connaissance, l'éducation représente le socle sur lequel se construit la mobilité sociale et la citoyenneté. Au-delà de l'acquisition du savoir fondamental (lire, écrire et calculer), une école qui se respecte forme des citoyens éclairés, capables de penser de manière critique, de comprendre les enjeux complexes de la société et de participer de manière constructive à la vie démocratique. Et puis, l'école est le creuset où se forge le sentiment d'appartenance à une communauté nationale et une identité collective partagée. Ceci est-il possible dans un système éducatif qui roule à trois vitesses (secteur privé bilingue, un système de type mission et l'école publique pour la masse) ?

Une stabilité politique durable n'est pas synonyme d'absence de conflictualité ou de tension sociale mais s'entretient et se préserve

dans la capacité d'une société à gérer ses tensions de manière pacifique et constructive grâce à la confiance que les citoyens ont dans les institutions et dans l'avenir.

Les institutions ! Seule l'institution monarchique, garante de la stabilité du pays, symbole de son unité et rempart contre les dérives, jouit de confiance du peuple comme en témoignent les vidéos-cri du cœur qui circulent sur le Net. Une confiance entretenue par la capacité de la monarchie à se réformer et à répondre aux aspirations du peuple, ce qui lui a permis de traverser par le passé moult crises dans la résilience et l'unité. L'émergence du mouvement Gen Z a révélé plus qu'un malaise social. Une fracture générationnelle née de la défiance envers les corps intermédiaires (partis, syndicats) perçus comme un obstacle à l'épanouissement des jeunes et au décollage du pays. Détail qui a son importance, SAR le Prince Héritier Moulay El Hassan, tout comme la Gen Z, est un "digital native". Il comprend naturellement son style de communication, ses codes, ses aspirations et son rapport au monde. La Gen Z n'est pas donc un problème à gérer, mais le capital humain pour construire le Maroc de demain. ▶

Le gage essentiel de la stabilité est l'éducation. Une éducation de qualité, gratuite et accessible à tous, qui permet aux talents de chaque catégorie sociale de s'épanouir tout en entretenant l'espérance et la conviction que l'avenir peut être prometteur.



Côté BASSE-COUR



GenZ 212

Arrestations massives et lourdes peines en perspective



Un déchaînement de violence qui a ébranlé le pays.

Les violences qui ont accompagné pendant les premiers jours les appels à manifester du mouvement GenZ 212 ont pris une tournure judiciaire. Ces événements ont conduit à l'arrestation de 409 arrestations à travers le pays lors de mobilisations nocturnes qui ont dégénéré, notamment à Inezgane, Salé et Casablanca. Dans le lot des mis en cause figurent 193 personnes qui font l'objet de poursuites, certaines d'entre elles sous liberté provisoire contre caution. Les dossiers ouverts concernent une série d'infractions : attroupements non autorisés, dégradations de biens publics, incitation à la révolte, mais aussi violences contre les forces de l'ordre et, dans cer-

tais cas, incendies volontaires. Les parquets de Casablanca, Rabat et Agadir ont été particulièrement mobilisés, avec des procédures visant aussi bien des adultes que des mineurs.

Le Code pénal prévoit des peines allant de 5 à 10 ans pour violences contre les forces de sécurité, jusqu'à 30 ans pour des actes d'incendie ou de vandalisme graves, et 1 à 5 ans pour incitation à la haine ou à la révolte.

Pour l'heure, aucun jugement n'a encore été rendu, mais plusieurs sources judiciaires et médiatiques évoquent des peines exemplaires à venir à l'encontre des personnes impliquées dans les actes les plus graves ou accusées d'avoir appelé à la révolte. ▶

tais cas, incendies volontaires. Les parquets de Casablanca, Rabat et Agadir ont été particulièrement mobilisés, avec des procédures visant aussi bien des adultes que des mineurs.

Le Code pénal prévoit des peines allant de 5 à 10 ans pour violences contre les forces de sécurité, jusqu'à 30 ans pour des actes d'incendie ou de vandalisme graves, et 1 à 5 ans pour incitation à la haine ou à la révolte.

Pour l'heure, aucun jugement n'a encore été rendu, mais plusieurs sources judiciaires et médiatiques évoquent des peines exemplaires à venir à l'encontre des personnes impliquées dans les actes les plus graves ou accusées d'avoir appelé à la révolte. ▶

Flottille humanitaire Sumud

Deux militants marocains entre les mains des sionistes

Deux militants marocains, Aziz Ghali et Abdeladim Ben Daraaoui, sont toujours détenus en Israël après leur arrestation lors de la flottille humanitaire Sumud, qui tentait de briser le blocus de Gaza. Leur situation suscite une mobilisation grandissante au Maroc, où ONG, partis politiques et acteurs de la société civile réclament leur libération immédiate et appellent les autorités à agir avec fermeté. Pour ces organisations, cette détention est arbitraire et constitue une atteinte grave aux droits humains fondamentaux.

Transparency Maroc, parmi les premières à réagir, dénonce une violation du droit international et du droit humanitaire, rappelant que la flottille opérait en eaux internationales. LONG affirme qu'Aziz Ghali a entamé une grève de la faim dès son arrestation et exhorte le gouvernement marocain à user de tous les canaux diplomatiques pour garantir la sécurité et le retour des deux militants. La réaction politique ne s'est pas fait attendre. Plusieurs formations sont montées au créneau pour dénoncer cette détention arbitraire et interroger l'exécutif marocain. Elles réclament davantage de transparence sur les démarches entreprises et soulignent la responsabilité de l'État dans la protection de ses ressortissants à l'étranger. Des voix s'élèvent également pour critiquer le silence du ministre des Affaires étrangères, perçu comme un manque de réactivité dans un contexte particulièrement tendu au Proche-Orient. Alors que la pression s'intensifie, le gouvernement marocain n'a pas encore communiqué officiellement sur cette affaire ou les démarches entreprises éventuellement pour obtenir la libération des deux hommes et garantir leur sécurité. Ce silence interroge et alimente le sentiment d'abandon exprimé par plusieurs acteurs associatifs. Dans un climat diplomatique délicat, où chaque geste est scruté, cette affaire illustre la fragilité des équilibres entre engagement humanitaire, positions diplomatiques et impératifs politiques internes. Le Maroc et Israël ont officiellement établi des relations diplomatiques en 2020, lorsque les deux parties ont signé l'accord de normalisation à la lumière des accords d'Abraham. Lors d'une série de marches pour la Palestine et de dénonciation des crimes sionistes à Gaza organisées dans plusieurs villes marocaines, les manifestants ont appelé à la fin de la normalisation avec les génocidaires de Tel Aviv. ▶



Au moment de l'interpellation des Marocains par la soldatesque sioniste.

Beурgeois GENTLEMAN

Les milliardaires haineux ne se cachent plus...

Pour France Inter, Vincent Bolloré, « super influenceur », utilise toujours le même procédé : « Il entre au capital d'une société de façon amicale au départ, puis il rachète par petits bouts des actions, pour finalement prendre le contrôle de sa proie ». C'est la méthode qu'il a appliquée à Canal+, I-Télé devenu Cnews et Europe 1, où la « reprise en main éditoriale » s'est faite par le départ de la quasi-totalité des rédactions après des grèves, la suppression d'émissions phares et les renvois de rédacteurs en chef ou de journalistes qui ont déplu. Le contenu éditorial change avec « une forte présence » d'intervenants d'extrême-droite, et contribue à faire augmenter la notoriété d'OZZ 117 (Olivier Zitoune Zemmour) « choisi sur CNews par Vincent Bolloré lui-même ». Vincent Bolloré utilise les procédures judiciaires comme « arme de prédilection » pour attaquer des anciens journalistes du groupe, des auteurs d'ouvrages l'analysant et même des particuliers dont un « pour avoir partagé sur son blog un article ». Après près de deux ans de bataille avec la Commission européenne, il mène enfin à terme le rachat du groupe Lagardère (Le Journal du Dimanche JDD, Paris Match) par son groupe Vivendi. Les clauses du rachat prévoient cependant la cession du groupe Editis, pour contenir et éviter un effet cluster dans le milieu de l'édition qui empêche la pluralité des opinions et la liberté de l'expression. Radio France Inter maintient pourtant ses craintes, « car la loi anti-trust de 1986 est aujourd'hui désuète, puisqu'elle n'empêche pas de cumuler radio, TV, livres et magazines », tout en relativisant la puissance de Vincent Bolloré en l'exposant comme « un nain face aux Gafam ! ». Les Gafam sont les 5 grandes firmes américaines qui dominent le marché du numérique : Google, Apple, Face de Bouc Oujah Al3atrousse, Amazon et Microsoft.

En novembre 2024, à travers la Compagnie de l'Odéon (actionnaire du groupe Canal+, de Lagardère News et de Prisma Media), Vincent Bolloré participe au rachat de l'École supérieure de journalisme de Paris avec un consortium d'entrepreneurs et de propriétaires de médias français. Le Yacht Le Paloma, long de 60 mètres, prix : 180 millions de MAD (Dirhams marocains). Coût de son fonctionnement annuel : 15 million de MAD. En 2007, Bolloré avait mis son jet privé et son yacht personnel, le Paloma, à la disposition de Sarra9 Zyte lybien Sarkozy, tout juste élu président de la République française. L'historien de la presse Alexis Lévrier indique qu'il s'agit pour lui de « former ses propres journalistes dans le cadre d'un projet idéologique global qui consiste à porter l'extrême droite à la tête de l'État français en 2027 ». Une centaine d'organisations antifascistes mettent en place des journées d'actions pour « désarmer l'empire Bolloré » du 29 janvier au 2 février 2025 sur tout le territoire français contre la « fascisation de la France » par Bolloré et son enrichissement par le « pillage colonial ». En mars 2025, après le rapprochement des États-Unis avec la Russie, plusieurs médias du groupe Bolloré, notamment CNews, Le JDD et Europe 1, adoptent une position favorable à la Russie. Fayard, propriété de Bolloré, publie également en février un livre de Xénia Fedorova, présidente de Russia Today, chaîne de propagande russe interdite en Europe depuis 2022. Un article publié par le JDD affirme que Macron assume ouvertement la volonté d'effrayer la population française en évoquant la menace russe. ▶ (À suivre)

Beурgeois.Gentleman@gmail.com Retrouver les anciens épisodes en version électronique sur notre site web www.lecanardlibere.com



Le Maigret du CANARD



Accord agricole avec l'UE Un signal politique à portée économique

En étendant les avantages tarifaires aux provinces du Sud, l'Union européenne envoie un message politique fort : pour Bruxelles, les accords conclus avec Rabat couvrent tout le territoire national. Une évolution qui conforte la diplomatie économique marocaine dans une région devenue un hub stratégique entre l'Europe et l'Afrique.

LAILA LAMRANI

La signature, début octobre à Bruxelles, de l'accord agricole amendé entre le Maroc et l'Union européenne marque une étape majeure dans les relations économiques et politiques entre Rabat et Bruxelles. Au-delà des ajustements tarifaires, ce texte s'impose comme un instrument stratégique de consolidation de la souveraineté du Royaume sur ses provinces du Sud, tout en renforçant un partenariat euro-marocain déjà solide.

Un cadre tarifaire uni pour l'ensemble du territoire

Conclu dans un esprit de partenariat et de compromis, l'accord prévoit que les produits agricoles des provinces du Sud bénéficieront des mêmes conditions préférentielles d'accès au marché européen que ceux issus des autres régions du pays. Des ajustements techniques ont été introduits, notamment en matière d'étiquetage : les produits porteront la mention explicite de leur région d'origine, « Laâyoune-Sakia El Hamra » ou « Dakhla-Oued Eddahab ». Cette mesure a pour objectif de renforcer la transparence vis-à-vis des consommateurs tout en affirmant, dans les faits, l'intégration pleine et entière de ces régions aux échanges commerciaux Maroc-UE. L'Algésario qui agonise a frétillé en apprenant cette nouvelle.

Reconnaissance

Si l'accord est de nature commerciale et non politique, il envoie « des signaux forts et clairs », comme l'a souligné le ministre des Affaires étrangères Nasser Bourita. En confirmant l'application des tarifs préférentiels aux provinces du Sud, l'Union européenne acte dans la pratique que tout accord conclu avec le Maroc concerne l'ensemble de son territoire, y compris le Sahara marocain.

Pour l'expert en géostratégie Cherkaoui Roudani, cette signature représente « un acte de souveraineté géo-économique » et la fondation d'un « corridor de prospérité partagé » reliant l'Europe, l'Afrique et l'Atlantique. En positionnant le Sahara marocain comme hub logis-



Un accord rénové qui rétablit le Maroc dans ses droits économiques et commerciaux sur son Sahara.

tique et agroalimentaire, l'accord inscrit la région dans les grandes chaînes de valeur transcontinentale.

Levier économique

L'accord intervient dans un contexte de forte dynamique de développement dans les provinces du Sud, alimenté par des investissements publics massifs dans les infrastructures, la santé, l'éducation et la protection sociale. Des projets structurants comme le port Dakhla Atlantique, appelé à devenir une plateforme d'exportation stratégique vers l'Europe et l'Afrique, confirment cette orientation.

Pour les investisseurs agricoles locaux, l'accord est perçu comme une « étape déterminante » qui devrait attirer davantage de capitaux, stimuler les exportations et générer des emplois, notamment pour la jeunesse régionale. Le Sahara marocain se positionne ainsi comme un pôle de développement intégré, au cœur des échanges entre continents.

Message géopolitique fort

Cet accord n'est pas passé inaperçu sur la scène internationale. Pour l'universitaire maroco-américain Anouar Majid, il confirme l'intérêt croissant des grandes puissances pour la région, devenue un

Partenariat stratégique renforcé

Pour la Commission européenne, cette signature « renforce un partenariat de longue date » et ouvre la voie à un accord de partenariat stratégique plus large dans les mois à venir. Elle garantit aussi la continuité juridique pour les opérateurs économiques, dans un contexte où la sécurité des échanges agricoles entre les deux rives de la Méditerranée est cruciale.

En choisissant d'inclure explicitement les provinces du Sud dans le dispositif tarifaire et réglementaire de l'accord agricole, l'Union européenne acte une réalité économique et politique que le Maroc affirme depuis toujours. Sans modifier ses positions diplomatiques de manière formelle, Bruxelles reconnaît dans les faits la pleine intégration du Sahara marocain au territoire national et à ses relations commerciales.

Ce changement illustre la stratégie marocaine consistant à conjuguer diplomatie économique et consolidation de la souveraineté : en investissant massivement dans le développement des provinces du Sud et en les insérant dans des accords internationaux structurants, Rabat transforme la région en pivot économique incontournable, et envoie au monde un message clair : le Sahara n'est pas une marge, mais un moteur. ▶





Le Maigret du CANARD



Stations-service pirates

Le réseau qui fait tache d'huile

La Fédération nationale des propriétaires, commerçants et gérants de stations-service (FGNPS) a décidé de snober le ministère de la Transition énergétique et du Développement durable. Motif: la réunion du 26 septembre sur le marquage des produits pétroliers serait « dépourvue de légitimité » tant que la Fédération, considérée comme le représentant légal du secteur, n'y est pas conviée.

LAILA LAMRANI

Dans un communiqué, la FGNPS dénonce : « nous n'avons jamais cessé d'adresser des correspondances à la ministre depuis près d'un an, sans recevoir la moindre réaction ». Les professionnels rappellent que leurs demandes portent notamment sur « les ventes hors stations-service, un phénomène qui fragilise la rentabilité des exploitants », ainsi que « les abus de certaines compagnies pétrolières vis-à-vis de leurs franchisés ».

Un marquage qui fait grincer

Le projet de loi de Finances 2026 prévoit la mise en place d'un dispositif de marquage des produits pétroliers, en collaboration avec le ministère de l'Énergie, pour « répondre aux enjeux fiscaux liés aux hydrocarbures et prévenir les di-



Les stations-service confrontées au phénomène de l'informel.

verses formes de fraude ». Pour la FGNPS, ce programme reste pour l'instant théorique. « Le marquage ne réglera pas les problèmes structurels du secteur », avertissent les professionnels, qui redoutent que la mesure ne plombe encore les petites stations avec des coûts supplémentaires et des contraintes techniques.

Un marché parallèle

La Fédération tire également la sonnette d'alarme sur le développement d'un « marché noir ». Selon elle, « le carburant de certaines stations est parfois revendu, en dehors des sites officiels et des règles en vigueur ». S'y ajoutent des dépôts clandestins stockant du carburant sans respecter les normes de sécurité et des circuits d'approvisionnement opaques échappant au contrôle

des autorités sévissent dans l'impunité totale. Ces pratiques représentent, selon les professionnels, « un risque réel pour la sécurité des salariés et des riverains ». Bonjour le plein... de risques !

Sur le plan économique, la FGNPS dénonce des « prix préférentiels accordés aux gros clients » qui dépassent les

marges des détaillants, laissant certaines petites stations « dans l'incapacité de rivaliser ». La prolifération des stations-service sur le territoire est qualifiée de « bombe à retardement », menaçant la viabilité des petites structures et l'équilibre du marché. La Fédération prévient qu'elle ne reconnaîtra aucune décision issue de la réunion prévue sans sa participation et annonce des actions de protestation, allant de manifestations devant le ministère jusqu'à un appel à la grève générale des stations-service, dont la date sera communiquée ultérieurement.

Les professionnels insistent : « nous ne sommes pas contre la lutte contre la fraude ou la protection des consommateurs, mais nous refusons des décisions non concertées et exigeons des garanties légales et techniques pour assurer la stabilité du marché et la protection de milliers de stations qui emploient de nombreux salariés ». ▶





Le Maigret du CANARD



AHMED ZOUBAÏR

Jamais chef de gouvernement au Maroc n'a cristallisé un mécontentement populaire d'une si grande ampleur. Aziz Akhannouch, figure emblématique du monde des affaires, estimé et influent, est devenu, à son corps défendant, le symbole d'un système vilipendé qui suscite le rejet. Cruel destin !

Les réseaux sociaux fonctionnent depuis plusieurs mois comme un tribunal où #Akhannouch_démission s'impose comme l'expression d'un anathème sans précédent de celui dont l'image de milliardaire au pouvoir dans un pays où la vie chère et autres accusations de conflits d'intérêts entre ses fonctions politiques et ses affaires personnelles alimentent et amplifient un récit de priviléges et d'injustice sociale.

Génération M6 dont il est proche, M. Akhannouch incarne malgré lui un Maroc que la Gen Z ne veut plus. Considéré comme le principal responsable des malheurs de la population, l'homme à abattre c'est lui. Accablé de toutes parts, on réclame sa tête. Dans ses pires cauchemars, il n'a certainement jamais imaginé un terrible retournement de situation. L'homme qui dirigeait un empire économique, hérité de son père le nationaliste Ahmed Oulhaj doit certainement nourrir des regrets amers en regardant dans le rétroviseur. Lui qui évoluait dans l'univers lucratif des affaires se retrouve aujourd'hui empêtré dans les tempêtes populaires, transformé en cible d'une vive colère amplifiée qu'il n'avait sans doute pas vu venir.

Machine à dénigrer

En cédant aux sirènes de la politique il y a un peu plus qu'un quart de siècle (président de région, ministre de l'Agriculture et de la Pêche, président du RNI, puis chef du gouvernement, Aziz Akhannouch s'est cadenassé dans une cage qu'il a lui-même contribué à construire, suscitant ses proches. Hier, un businessman respecté dans les cercles fermés des fortunés du pays et maître incontesté de son empire Akwa... Des entreprises florissantes actives, notamment dans le pétrole, le gaz, l'immobilier et l'hôtellerie. Un parcours entrepreneurial salué. Une reconnaissance internationale incontestable (Forbes, classements africains). Une vie loin des sunlights et une influence sans être en première ligne. Anonymat relatif et combien confortable ! Des décisions prises sans avoir à les justifier auprès des millions de personnes.

Aujourd'hui, un homme politique malheureux conspué sur les réseaux sociaux et la place publique. Cible de toutes les rancœurs. Insultes quotidiennes... vidéos au vitriol, mèmes moqueurs, appels à la démission. La machine à dénigrer fonctionne non-stop. L'amalgame entre réussite personnelle et enrichissement présumé illicite bat son plein. Tout ce qui ne va pas dans le pays lui est systématiquement imputé. Peu importe que les dysfonctionnements dans la gouvernance de nombreux services publics comme la santé et l'enseignement remontent à plusieurs décennies... L'essentiel c'est que le Maroc a trouvé son bouc-émissaire politique pour expirer toutes ses turpitudes.

Haro sur Akhannouch ! L'enfant prodige de Tafraoute doit se sentir mal, très mal. Exposition permanente, impopularité



Aziz Akhannouch, cruel destin politique.

**ENTRE RÉUSSITE ÉCONOMIQUE
ET MÉCONTENTEMENT
POPULAIRE**

LE PUNCHING BALL D'UNE GÉNÉRATION EN COLÈRE

Otage d'une conjoncture économique et sociale difficile, cible des critiques de la Gen Z qui réclame sa tête, le chef du gouvernement pourra-t-il survivre à cette tempête populaire de grande ampleur ?

croissante, sentiment d'incompréhension. Stress continu, image publique dégradée, vie de famille affectée... Lui qui pouvait compter sur la loyauté de ses collaborateurs et le respect de ses pairs se retrouve seul face à une opinion publique déchaînée qui se fabrique dans la marmite toxique des espaces virtuels où la manipulation des esprits n'est jamais loin... Mais ceux qui le connaissent disent qu'il a la carapace solide. Dans la solitude du pouvoir qui doit être la sienne, Aziz Akhannouch est sans doute partagé entre la fierté de diriger le gouvernement de son pays, l'amertume de se sentir incompris et voué aux gémories et la nostalgie de sa vie d'avant, où il gérait son patrimoine et les chiffres d'affaires. Pas les équations politiques complexes et le baromètre de la contestation sociale.

Descentes aux enfers. Le choc des réalités. Quitter le monde feutré des conseils d'administration pour la place publique, c'est un peu comme quitter un palace pour un ring de boxe. Bonjour le punching ball. Aziz Akhannouch pensait sans doute servir son pays en apportant son expertise en affaires et sa vision économique utile dans un Maroc de Mohammed VI en plein chantier, qui se construit et avance. Le voilà qui découvre amèrement que la politique, c'est aussi — et surtout — la galère, les colères, les déceptions, les rumeurs perfides et les attaques personnelles. Mais aussi les coups bas des alliés et amis politiques qui sont les premiers à se mettre en retrait et manigancer pour tirer les dividendes de sa mauvaise passe politique.

Tour d'ivoire

Pour se défendre face à ses détracteurs, le chef du gouvernement a mis en avant une série de facteurs exogènes : La conjoncture internationale défavorable (inflation importée), les séquelles de la crise sanitaire, la sécheresse endémique et les défaillances structurelles de l'économie nationale. Mais force est de constater que les mesures gouvernementales peu visibles ou controversées, desservies par la dégradation du pouvoir d'achat du grand



Le Maigret du CANARD



nombre, la hausse du prix du carburant, la montée du chômage et une communication officielle inefficace, ont fini par ternir l'image du gouvernement et de son chef dans une dynamique cathartique de la dénonciation en ligne à l'effet multipli-cateur. La prolifération des témoignages de citoyens défavorisés sur leur quotidien très difficile viennent donner un visage et une voix à ce Maroc de la marge des villes comme des campagnes. Ses plus belles années de pouvoir, Akhannouch les a vécues sans conteste comme président de la région Souss-Massa-Draa (2003-2007) et puis dans le statut de ministre de l'Agriculture et de la Pêche maritime (2007-2021). Pas très exposé comme peut l'être un chef de l'exécutif, une fonction très scrutée qui exige, plus que la mise en œuvre des orientations royales (couverture maladie, soutien aux plus démunis, etc...) mais un certain doigté politique qui ne se limite pas à la gestion du simple quotidien, englobant un style de communication simple et convaincant.

Le grand handicap de Aziz Akhannouch c'est qu'il est venu après un grand bonimenteur, Abdelilah Benkirane, qui, faute de pouvoir les rendre heureux, a au moins su amuser les Marocains en les abreuvant de blagues dans ses sorties fréquentes aux allures de sketchs. Tout le contraire de Aziz Akhannouch, un homme peu communicatif, d'un naturel réservé qui n'a pas le sens de la halqa. Une grande qualité

politique au Maroc qui n'a pas permis à M. Akhannouch de faire oublier le chef des islamistes. L'autre erreur majeure de M. Akhannouch, témoigne en privé un membre du RNI, est d'avoir « péché par excès de loyauté qui passe avant la compétence, privilégiant le cercle des applaudisseurs et n'écouter pas le groupe des avertisseurs ». Cela porte un nom : La cour. Le danger qui guette et menace tout homme de pouvoir en raison de la tentation du filtrage de l'information. Un classique du genre.

On passe sous silence les mauvaises nouvelles ou les chiffres peu flatteurs, on édulcore les rapports et on adoucit les griefs. C'est ainsi que le chef – que les courtisans cherchent à ne pas démoraliser avec des données stressantes – se retrouve enfermé dans sa tour d'ivoire et une bulle informationnelle où tout lui semble fonctionner dans le meilleur des mondes tout en le confortant dans ses fausses opinions. En plus de lui faire prendre des décisions fondées sur une perception biaisée de la réalité, cet état d'esprit favorise chez le patron la paranoïa légitime en ce sens que toute critique extérieure est perçue comme un acte malveillant ou une manipulation politique.

Un dirigeant d'entreprise peut se permettre de n'écouter que ses collaborateurs mais dans le service de l'État, on doit écouter la rue et agir en conséquence. « A sa décharge et à son honneur, Aziz Akhan-

nouch n'est pas venu à la politique pour s'enrichir, il était déjà riche », rappelle un proche scandalisé par l'entreprise de diabolisation à l'œuvre sur les réseaux sociaux. « Mais ceux qui gravitent dans son entourage ou camp politique se sont enrichis en se gavant d'argent public », croit savoir un opposant. « On peut difficilement ne pas éprouver une forme de compassion pour cet homme qui a troqué — de son propre chef ou poussé par un sens du devoir — une vie de confort contre un rôle de

bouc émissaire national », lâche un ancien ministre. Dans le secret de son bureau, le chef du gouvernement ressasse certainement cette phrase tristement célèbre : « En politique, le prix à payer est toujours plus lourd que ce que l'on imagine. Pendant que la Gen Z lui montre la porte de sortie, il cherche l'issue de recours. Est-elle encore possible ? Comme tous les Marocains, il est suspendu au discours du souverain devant le Parlement le vendredi 10 octobre. Une date déjà historique... »

Le paratonnerre

Dans le contexte politique tendu du moment, il est difficile de ne pas faire un parallèle entre Driss Basri et Aziz Akhannouch. En tant que ministre de l'Intérieur sous le Maroc de feu Hassan II, il incarnait la main de fer de l'État, concentrant sur lui toutes les critiques de la classe politique. Dans un contexte de crise sociale, M. Akhannouch, en tant que richissime opérateur économique placé aux manettes du pouvoir, symbolise le mariage de la politique et de l'argent, qui ne font pas bon ménage. Ce qui a focalisé sur lui le mécontentement populaire lié à la vie chère, la dégradation des services publics, la hausse du chômage et l'accentuation des inégalités sociales. Driss Basri incarnait un système sécuritaire et autoritaire vilipendé, tandis que Aziz Akhannouch personifie un système perçu comme oligarchique et injuste. L'un et l'autre partagent un point de convergence : le rôle de paratonnerre ou figure repoussoir qui protège les plus hautes autorités du pays de la colère populaire. Sous l'ère Basri, la peur et la critique étaient confinées et la contestation était surtout portée par une avant-garde politique et intellectuelle. La chute du grand vizir en 1999 sonnait la fin d'une époque et le début d'une autre. Avec l'époque Akhannouch, le rejet est horizontal et diffus, porté par une jeunesse connectée et décomplexée qui n'a pas connu le Maroc de Basri. Certes, la cible du mécontentement a changé mais le mécanisme de cristallisation des frustrations sur une figure emblématique du pouvoir reste le même. »

LE TALENT NE DEMANDE QU'À BRILLER.

#FAIREGAGNERLESPORT



MDJS
LA MAROCAINE DES JEUX ET DES SPORTS

FAIRE GAGNER LE SPORT



Le Maigret du CANARD



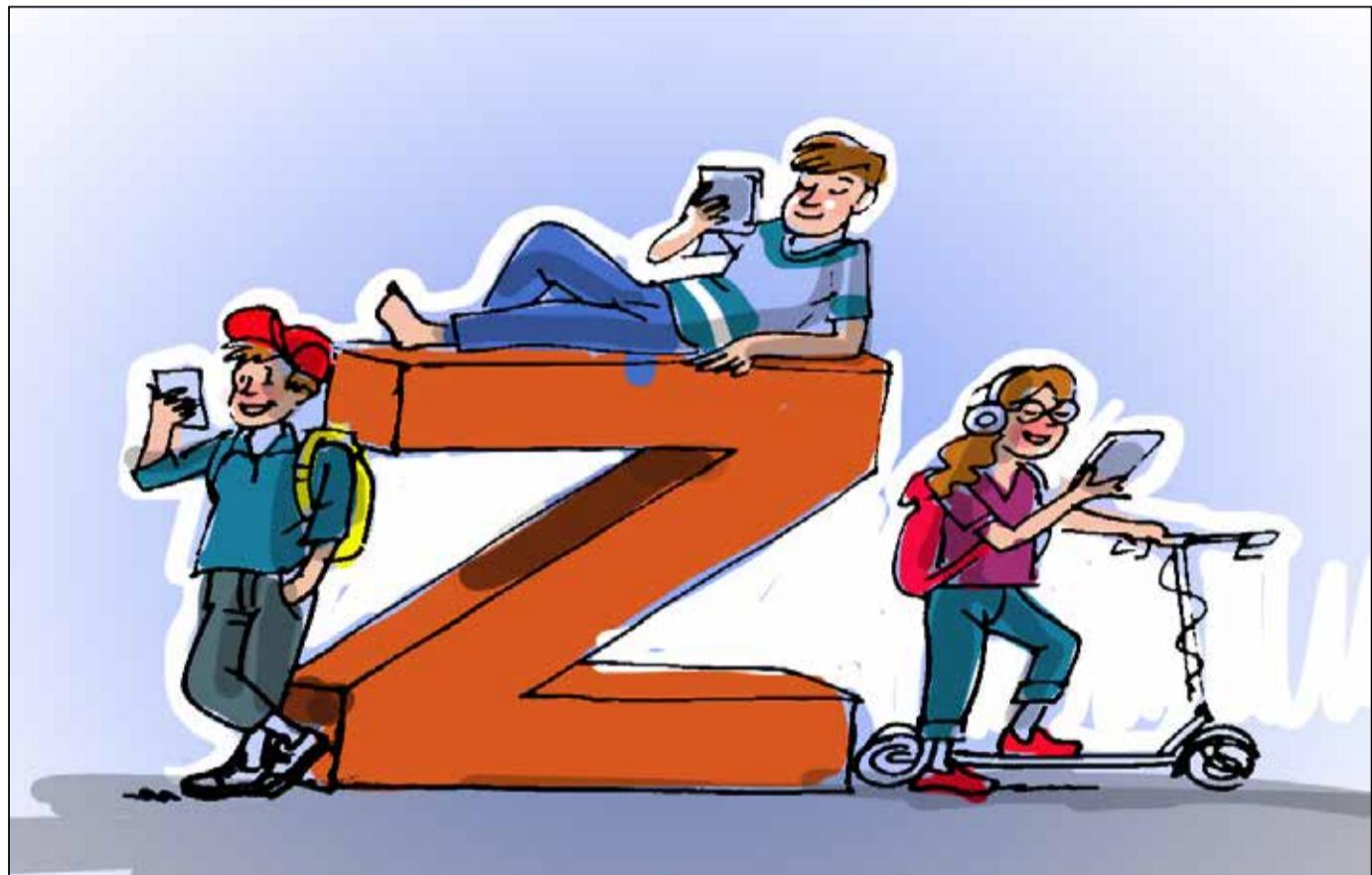
Portrait-robot d'un jeune de la Gen Z en 10 points

Il incarne la contradiction d'une génération : ultra-connectée mais souvent isolée, pleine d'idées mais privée de débouchés, profondément attachée à son pays mais tentée par le départ. Son combat n'est pas idéologique, il est existentiel.

AHMED ZOUBAÏR

1. Le double langage maîtrisé : code-switching permanent

Sa force : Naviguer entre Darija, français et anglais selon les cercles
Son quotidien : Publie des threads engagés sur Twitter en français, commente l'actualité en darija sur Instagram, consomme du contenu international en anglais



2. L'expertise numérique instinctive : armes de mobilisation massive

Sa compétence : Créer du contenu viral (memes, vidéos TikTok, infographies)
Son terrain : Sa chambre comme QG, son smartphone comme arme principale. Il sait qu'une vidéo bien calibrée a plus d'impact qu'un tract politique

3. Le réalisme désenchanté : ni rêveur ni révolutionnaire

Son état d'esprit : "Je ne veux pas renverser le système, je veux juste y avoir

ma place"

Sa revendication : Un emploi stable, un logement accessible, des services publics qui fonctionnent - des aspirations basiques devenues luxueuses

non tenues, comparer les discours aux actes, documenter les contradictions du pouvoir

Son approche : Privilégie les collectifs horizontaux, les mobilisations ponctuelles, les actions ciblées plutôt que l'engagement partisan classique.

5. L'identité mosaïque assumée

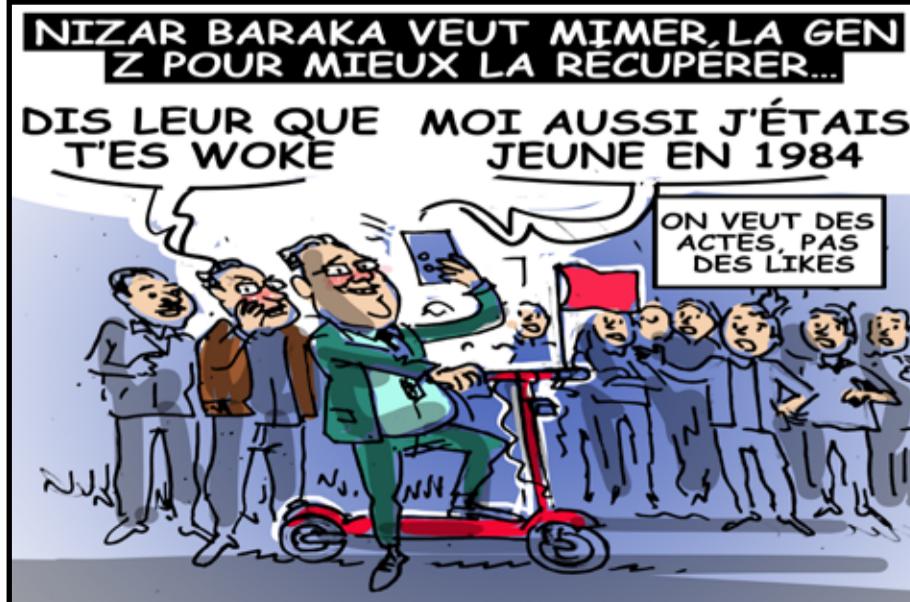
Sa complexité : 100% marocain ET ouvert sur le monde

Son positionnement : Aime le Maroc mais refuse le patriotisme aveugle. S'inspire des mobilisations globales (climat, droits sociaux) sans copier-coller.

8. La dignité comme moteur principal

Sa motivation profonde : Refuser l'humiliation de la précarité et du clientélisme

Son cri : "Je veux gagner ma place par mon mérite, pas par piston ou corruption"



6. La Z n'a pas "peur" de l'autorité

Elle ne la reconnaît tout simplement pas comme un fait acquis. Elle ne se soumet pas à une position hiérarchique, mais à une compétence démontrée, une logique implacable ou une authenticité perçue.

Le défi pour les institutions (famille, école, entreprise, État) est immense : il ne s'agit plus d'imposer son autorité, mais de la rendre légitime à leurs yeux

7. Le rejet des structures traditionnelles

Son paradoxe : Militant mais très méfiant envers les partis et syndicats

9. La lucidité désespérée

Son lourd secret : Il envisage l'expatriation comme solution de dernier recours
Son déchirement : Se battre pour changer son pays tout en préparant silencieusement un plan B à l'étranger

10. La fatigue d'être l'avenir sans avoir de présent

Son épuisement : En avoir marre d'entendre "les jeunes sont l'avenir du Maroc" alors qu'on les traite comme un problème.

Sa demande ultime : Qu'on cesse de les infantiliser, de les mépriser ou de les flatter - et qu'on leur donne simplement la chance pour contribuer à construire un Maroc meilleur. ▶



Le Maigret du CANARD



Gen Z 212 Les grandes manoeuvres partisanes ont commencé

Face à un mouvement qui se veut indépendant et horizontal, les partis se sont lancés chacun à sa façon dans des opérations de récupération politique. Tour d'horizon.

LAILA LAMRANI

Depuis une dizaine de jours, les manifestations pacifiques menées par le collectif GenZ212 se multiplient à travers le Maroc, dessinant les contours d'une mobilisation inédite : jeune, connectée et farouchement indépendante des structures partisanes. Cette effervescence sociale a déclenché, dans les états-majors politiques, une intense activité pour tenter d'entrer en dialogue avec une génération qui refuse les canaux classiques de la représentation politique.

Un électrochoc pour les appareils politiques

Dans les sièges des principaux partis – de la majorité comme de l'opposition – l'heure est à la mobilisation. Réunions d'urgence, séances de brainstorming, analyses en cascade: tous cherchent à comprendre les motivations profondes de cette jeunesse qui s'organise en dehors des cadres institutionnels.

Plusieurs formations ont même tenté de pénétrer dans les espaces numériques privilégiés par GenZ212, notamment Discord, devenu l'un des principaux lieux d'échange du mouvement, avec des milliers de participants connectés simultanément. Une démarche destinée à se rapprocher d'une tranche de la population éveillée et espérer effacer l'image d'une classe politique vieillissante, déconnectée et souvent compromise.

Le RNI, le PAM ou encore l'Istiqlal ont multiplié les signaux d'ouverture : rencontres avec des influenceurs, discussions avec des jeunes leaders, ateliers de réflexion...

Le fait d'intégrer dans leur discours les revendications du mouvement, ils cherchent à désamorcer les critiques les plus virulentes visant l'ensemble du système. En un mot, chacun joue sa partition pour tirer le meilleur parti de cette ébullition juvénile.

Autre objectif inavoué, transformer une énergie protestataire horizontale en un soutien vertical, électoralement utile. En se posant en "médiauteurs obligés" entre la rue et le pouvoir, l'Istiqlal, PAM, le RNI et les autres tentent de justifier leur existence dans un paysage où ils sont perçus comme des structures inutiles et dépassées.

Parmi les démarches les plus élaborées, l'Académie Istiqlalienne de la Jeunesse



Une énergie protestataire à canaliser dans l'intérêt du pays.

a lancé un vaste programme intitulé « Équipe Génération Z », réunissant plus de 200 jeunes autour de quatre thématiques : santé, éducation, emploi et responsabilisation citoyenne. L'initiative combine réunions en présentiel et débats sur Discord, en plus d'un dispositif baptisé « Microphone Ouvert » permettant une libre expression.

Le secrétaire général de l'Istiqlal, Nizar Baraka, a présenté les premières conclusions d'une Charte de la Jeunesse mettant en lumière une double réalité : une frustration sociale largement partagée et une forte appétence pour la justice sociale et l'action collective. Il a proposé la création d'une Académie numérique nationale et d'un cadre légal pour développer le volontariat.

Une nouvelle usine à gaz et à palabres en devenir. Alléluia !

Mais ces contorsions partisanes, qui respirent l'opportunisme, se heurtent à une ligne rouge clairement tracée par le mouvement : celle du refus de toute récupération. Dans un podcast largement diffusé, plusieurs membres de GenZ212 ont rejeté tout parrainage, financement ou soutien logistique des partis, y compris ceux affichant une proximité idéologique.

Offensive de charme

Malgré cette nouvelle mise en garde, les principales formations poursuivent

ronnée à la culture numérique impose ses codes, ses outils et ses priorités dans le débat national. Sans structure hiérarchique, sans leaders identifiés et en marge des circuits institutionnels, elle oblige les partis à repenser leur rapport à la représentation et à la participation. Qu'il débouche ou non sur une structuration politique formelle, ce mouvement a déjà modifié l'équation : la voix des jeunes n'est plus marginale ou périphérique, elle devient centrale et audible dans un paysage frappé d'autisme politique. Pour les partis, la question n'est plus de savoir s'ils doivent dialoguer avec cette génération, mais comment, par quels canaux et quels arguments.

Lignes rouges

Le mouvement Gen Z, qui revendique son indépendance vis-à-vis des formations politiques, a également rejeté toute tentative de récupération par des militants ou figures de la société civile. Lorsque le chercheur Rachid Achachi a annoncé la création d'un parti politique se réclamant de l'esprit de GenZ212, les jeunes ont rapidement pris leurs distances, dénonçant une tentative de captation de leur mouvement. Le message de la Gen Z est clair : aucune tutelle, qu'elle soit partisane ou associative, ne sera acceptée. Ils ont une vision construite de A à Z. Les mille et une manœuvres pathétiques lancées autour de leur mouvement ont dû leur inspirer ce commentaire :





Le Maigret du CANARD



Le portrait robot du Politicard en 10 points

Ce portrait n'est bien sûr pas une généralité, mais il représente une catégorie bien identifiable dans le paysage politique national, qui cristallise le rejet d'une partie de la population, particulièrement les jeunes, envers une classe politique perçue comme arriviste, corrompue et déconnectée des réalités quotidiennes des Marocains.

Identité visuelle

- Costume tailleur acheté à Paris
- Montre de luxe mais pas trop visible

- Véhicule haut de gamme, de préférence une grande berline allemande
- Attitude : sérieux en public, détendu entre initiés
- Signe distinctif : sourire professionnel et poignée de main énergique.

Son héritage

- Administration : paralysée
- Jeunesse : désillusionnée
- Services publics : en ruine
- Comptes en banque : bien garnis

1. Le réflexe linguistique : la langue de Bois

- Tare : L'inaction masquée par le verbiage.
- Mode opératoire : Il parle pour ne rien dire. Capable d'aligner des phrases creuses pendant 30 minutes sans produire une seule idée concrète. Le vide comme stratégie. Il utilise un jargon technocratique pour noyer le poisson et donner l'illusion de la compétence.

Face à une question simple (Pourquoi la vie est-elle si chère ?), il pond cette phrase : "Nous activons les leviers d'une politique structurelle inclusive pour une meilleure résilience du pouvoir d'achat des concitoyens."



2. Le fusion de l'égo : Fusion entre l'État et sa personne

- Tare : opportunisme et confusion des intérêts.
- Mode opératoire : Il est convaincu que sa carrière et la prospérité de la nation ne font qu'un. Une décision qui sert son business familial ou son camp politique est, par définition, une "bonne décision pour le pays". Il considère l'État comme un butin de guerre ou une propriété privée. Il ne sert pas, il se sert. Entré en politique pour "servir le pays", il en ressort souvent avec des terrains, des marchés publics, un 4x4 rutilant et plusieurs maisons secondaires. L'intérêt général ? Un slogan de campagne.

3. Le réflexe clientéliste : Le réseau d'abord, la compétence un slogan

- Tare : La corruption par le copinage.
- Mode opératoire : Pour lui, un poste, un marché public ou un passe-droit est d'abord une monnaie d'échange. Il nomme son neveu, l'ami de son beau-

frère ou le militant du parti, créant un réseau d'obligés qui le protège et le maintient au pouvoir pour continuer à se servir. 5. Il déteste la compétence. Trop risquée, trop brillante, trop exigeante. Le mérite n'est pas un critère, c'est un danger...

4. Le réflexe du double discours : public/privé

- Tare : Cynisme et mensonge institutionnalisé.
- Mode opératoire : En public, il vante les "efforts de chacun" et la "priorité donnée à l'emploi des jeunes".

En privé, lors de banquets entre « amis », il se plaint de la "fainéantise" de la jeunesse et de ses "revendications irréalistes". Il pense que le public est trop naïf pour comprendre les "vraies" contraintes et la complexité du système.

5. Le réflexe de l'immunité : Au-dessus des lois

- Tare : Sentiment d'impunité.
- Mode opératoire : Il est convaincu que la loi n'est pas faite pour lui. Qu'il s'agisse de stationnement interdit, de conflits d'intérêts non déclarés ou de soupçons de corruption, il estime que son statut le protège contre les ennuis ou la reddition des comptes.

6. Il fait des promesses, encore et toujours, qu'il ne respecte jamais

Tare : Il promet l'avenir, fuit le présent. À chaque campagne électorale, il vend l'illusion :

développement, dignité, emplois. En attendant, il ne règle rien — sauf ses affaires personnelles. Il ne se rappelle au bon souvenir des électeurs qu'à l'approche des prochaines élections.

7. Le nomadisme politique

Trajectoire typique : Commencer à gauche, passer au centre, virer à droite, l'essentiel est de finir là où il y a possibilité d'aller à la soupe. Pour lui, les partis sont juste une étiquette et des boutiques interchangeables. Sa justification : "Je sers mon pays partout où on me demande de servir."

8. La mémoire courte

Tare : Il est convaincu que le peuple oublie vite.

Et parfois, il n'a pas tort. Mais, les mémoires numériques, entretenues par les enfants d'Internet, ne pardonnent pas. Les générations changent. Les comptes se règlent aussi en stories.

9. Les planques institutionnelles comme refuge

Tare : Il adore les institutions... pour s'enrichir à leur contact

Commissions, groupes de travail, observatoires, conseils consultatifs... Autant de cachettes pour éviter les vrais débats, repousser toute responsabilité et, cerise sur le gâteau, toucher de confortables indemnités.

10. Il excelle dans les PowerPoint et les visions à 2040

Tare : Vendre un beau futur virtuel à coups de chiffres mirifiques

Le politicard adore les "Stratégies Nationales", les "Feuilles de route à l'horizon 2035", les "Réformes structurelles à long terme" — surtout quand elles n'engagent que ses successeurs.

Son arme favorite : un diaporama plein de slides multicolores, de chiffres impressionnantes, d'objectifs flous et de jargon technocratique. Pendant ce temps, l'hôpital public manque de personnel soignant et l'école forme de futurs chômeurs.

Sa plus grande crainte

Qu'une génération connectée et lucide ne continue de documenter ses frasques et ne finisse par exiger des comptes. ▶



Bec et ONGLES



Mustapha Baitas, porte-parole du gouvernement Vive l'Initiative Nationale pour l'Épanouissement Concerté de la Jeunesse !

Le chef du gouvernement Aziz Akhannouch, dont le mouvement Gen Z réclame bruyamment la démission, a envoyé son porte-parole Khalid Baitas dialoguer sur un plateau de la télévision publique avec un leader du collectif du nom de Majid.

Propos recueillis par **LAILA LAMRANI**

M. Baitas (sourire professionnel et légèrement condescendant) : « Cher Majid, tout d'abord, permettez-moi de vous dire combien je trouve stimulant ce dialogue avec la jeunesse. Le Maroc de demain se construit dans l'échange, vous savez. »

Majid, (sans sourciller) : Enchanté, M. le ministre. On commence par l'échange, donc. Notre mouvement demande le départ du gouvernement. Quelle est votre offre ? »

M. Baitas, (déstabilisé) : (Il toussote) La jeunesse, toujours dans l'immédiateté ! Le Royaume est un navire. On ne change pas de capitaine en pleine tempête. On affine la trajectoire. Nous avons lancé l'Initiative Nationale pour l'Épanouissement Concerté de la Jeunesse (INECJ) qui, je peux vous l'assurer, traite en profondeur...

Majid, (l'interrompant brutalement) : ...de l'augmentation des prix du carburant? Parce que mon frère, diplômé en génie informatique, qui fait de la livraison à moto pour 2500 dirhams par mois, c'est ça, sa trajectoire ? L'INECJ,

c'est le énième machin qui va pondre un rapport qui ira encombrer les tiroirs.

M. Baitas (le sourire se fige) : « Je rejette ce terme de « tiroir ». C'est un travail de fond, structurant. Nous créons les conditions... L'émergence d'une classe moyenne entrepreneuriale est au cœur de notre action. Le chef du gouvernement, lui-même businessman accompli, y veille personnellement. »

Majid: L'émergence, oui. Moi, ce qui émerge chez moi, c'est les factures salées de la vie chère et le sentiment qu'on se fuit de notre gueule. Vous parlez d"entrepreneuriat", nous on parle de "survivre". C'est pas tout à fait la même start-up.

M. Baitas, (tentant de reprendre la main) : Votre langage est cru, cher bonhomme. La réforme...

Majid : ...Je ne suis pas votre enfant. Je suis un citoyen. Un citoyen qui n'arrive pas à se loger, qui voit ses profs faire grève pour un salaire décent, et qui lit que des milliards partent dans des projets pharaoniques pendant que les hôpi-

taux manquent de tout. Vous appelez ça une « réforme », nous on appelle ça une blague. Une blague très, très mauvaise.

M. Baitas, (rougissant légèrement) : Il faut de la vision ! Regardez le port Tanger Med, le TGV, les énergies renouvelables, les autoroutes... C'est cela, le Maroc de demain !

Majid : Le Maroc de demain, il a besoin de jeunes qui y croient aujourd'hui. En ce moment, le Maroc de demain, il est en train de préparer son CV pour tenter de partir à l'étranger. C'est ça, notre vision. Une vision de départ.

M. Baitas, (agacé) : Ce défaitisme ne mène à rien ! Le changement, c'est un processus. On ne peut pas tout casser.

Majid : Personne ne veut rien casser, M. le ministre. On veut juste une place à table. Et pour l'instant, on nous



demande juste de la débarrasser. Vous avez peur qu'on casse les meubles, mais vous ne voyez pas que la maison risque de brûler.

Vous savez ce qui se dit sur les réseaux ? Qu'on vous appelle les « dinosaures du Makhzen ». Pas à cause de votre âge, mais à cause de votre lenteur et de votre incapacité à comprendre que le monde a changé. Vous parlez de « dialogue » en lisant un discours plein de langue de bois. Nous, on parle en direct. Sans filtre.

M. Baitas (se levant, pincé) : « Je crois que ce dialogue a atteint ses limites. La jeunesse a besoin de respect et de considération pour ses aînés qui portent le fardeau de la décision.

Majid (se levant à son tour) : Le seul fardeau que vous portez, c'est celui de votre impopularité. Nous, on porte celui de votre héritage. Bon courage pour votre prochain communiqué de presse. Essayez les mêmes, ça détend parfois.. ▶

Remède miracle Le ministre de la Santé annonce des subventions imaginaires

Un gel qui fait monter la fièvre chez les cliniques

Le ministre de la Santé et de la Protection sociale, Amine Tahraoui, a créé la polémique en annonçant la suspension des « subventions publiques à l'investissement dans les cliniques privées ». Cette mesure, exposée lors de la réunion de commission parlementaire, vise selon lui à « revoir la politique de soutien au secteur privé » et à mieux encadrer la répartition des établissements de santé sur le territoire national. Mais cette annonce a immédiatement suscité un tollé dans le milieu des cliniciens qui ont nié l'existence des subventions en question tout en réclamant de plus amples explications au ministre incluant le nom des établissements bénéficiaires.

Les cliniques privées montent au créneau

Dans un communiqué en date du 5 octobre diffusé après le propos du ministre, l'Association nationale des cliniques privées (ANCP) a exprimé sa « surprise » et demandé des éclaircissements. L'association affirme n'avoir jamais bénéficié d'aides publiques directes pour la création ou l'extension de cliniques, soulignant que les investissements privés dans la santé sont entièrement autofinancés ou réalisés à travers des crédits bancaires. Elle a par

ailleurs invité le ministère à préciser quelles subventions ont été attribuées, à qui et selon quelles modalités, tout en réaffirmant sa disposition à participer à une réflexion nationale sur le financement mixte du secteur de la santé.

Akdital exige des précisions

Le groupe « Akdital », premier opérateur privé de santé au Maroc, a également réagi en demandant publiquement au ministre de préciser ses propos. Dans un communiqué largement relayé, le groupe a indiqué « n'avoir jamais reçu un seul dirham de subvention publique », rappelant que tous ses investissements reposent sur des capitaux privés et des financements bancaires. Et Akdital d'inviter M. Tahraoui de publier la liste des cliniques bénéficiaires supposées, estimant que sa sortie médiatique pourrait « induire en erreur l'opinion publique » et alimenter une défiance injustifiée à l'égard du secteur privé.

Le ministre s'explique sur 2M

Lors d'une passage sur 2M lundi 6 octobre sur les problèmes de la santé au Maroc, Amine Tahraoui a profité de l'occasion pour apporter des précisions, expliquant que « la suspension concerne la phase d'étude des dossiers de subvention au niveau de la Commission nationale de



Amine Tahraoui, ministre de la Santé

l'investissement », et non le retrait de financements déjà accordés. Donc, le soutien financier aux cliniques dont il a parlé rassemble au Malade de Molière: imaginaire! Le ministre a insisté sur le fait qu'aucune subvention n'a encore été effectivement octroyée aux cliniques privées, la révision du dispositif étant toujours en cours. Son objectif, a-t-il ajouté, est de mieux aligner les investissements privés sur les besoins réels de la carte sanitaire et d'éviter une concentration excessive dans certaines régions au détriment d'autres. ▶



Le Maigret du CANARD



POINT DE VUE

Abdeslam Seddiki



**Economiste,
ancien
ministre de
l'Emploi et des
Affaires sociales.**

La rentrée politique de cette année se déroule dans un contexte particulier et déterminant pour l'avenir de notre pays. C'est de la réponse qu'on apportera aux différentes problématiques que dépendra cet avenir à la fois proche et lointain. Une chose est sûre : les recettes d'autan ne sont plus de mise et les promesses dans l'air sont à bannir à jamais. La réalité de notre pays s'est dévoilée au grand jour. Cela a commencé avec les marches de protestation organisées tout au long de la période estivale dans plusieurs villes et communes du pays comme ce fut le cas à Azilal, Taounat... Ces mouvements relativement limités se présentaient comme un avertissement et un signal que quelque chose de grandiose allait se passer si rien ne sera fait. Soucieux et attentif aux doléances de Son Peuple, le Roi a apporté une réponse sage et des pistes de solution dans Son Discours du trône du 29 juillet dernier en écartant un Maroc à deux vitesses et en invitant le gouvernement, et particulièrement le Ministère de l'Intérieur « à l'élaboration d'une nouvelle génération de programmes de développement territorial fondés sur la valorisation des spécificités locales, la consolidation de la régionalisation avancée et le principe de complémentarité et de solidarité entre les entités territoriales. »

Marcher sur les deux jambes

Mais le problème n'est pas seulement d'ordre économique et d'une mauvaise allocation des ressources « rares » qui saute à l'œil, mais il est aussi, et fondamentalement, d'ordre politique et de mauvaise gouvernance. C'est cette

CAN 2025 : POUR LE PRÉSIDENT DE LA CAF, LE MAROC EST INCONTOURNABLE

TU PENSES QU'ON A LES MOYENS D'ORGANISER LA CAN EN ALGERIE ?

OUI CHEF À CONDITION DE DISSOUDRE LE PEUPLE !



jeunes, auquel nous souhaitons beaucoup de courage et de persévérance pour ne pas s'essouffler, doit laisser des traces comme ce fut le cas du Mouvement du 20 février qui a abouti à une nouvelle constitution ayant mis le pays sur les rails de la démocratie, même si le train a dérayé. Par conséquent, le pays doit saisir ce moment propice pour passer à une étape supérieure de son développement. Nous avons une chance inouïe d'avoir cette jeunesse laborieuse prête à contribuer au processus d'édition nationale. C'est elle qui sera aux commandes dans un proche avenir. Il faut lui donner les chances de faire son apprentissage. D'abord, en lui assurant un enseignement de qualité. Ensuite en lui garantissant un emploi décent dans lequel elle s'épanouira davantage en mettant ses talents et ses compétences au bénéfice du développement du pays. Enfin, il faut mettre en place une égalité des chances à l'accès aux responsabilités.

Réhabiliter le politique

In fine, le problème est fondamentalement politique. Il porte un seul nom : la démocratie. Mais attention, ce terme ne se réduit pas à une opération purement « votative ». Car, ne l'oublions pas, une bonne partie des maux que nous vivons aujourd'hui revient à la mascarade électorale de 2021 ayant donné lieu à un parlement boiteux et un gouvernement affairiste. Durant ces quatre années, nous n'avons enregistré que des reculs sur le plan démocratique et des entorses flagrantes de la Constitution de 2011 telles que l'impuissance, le conflit d'intérêts, les faveurs injustes et injustifiées, la propagation de la corruption et de la prévarication à tous les stades de la vie...

Même les réalisations économiques dont pourrait s'enorgueillir le gouvernement actuel sont diluées dans ce vaste océan d'injustices et de privations. Les équilibres macroéconomiques, indispensables certes, n'ont de sens que couplés aux équilibres sociaux. Le pays doit marcher sur ses deux jambes : l'économique et le social doivent aller de pair. Un taux de croissance quel qu'il soit n'a aucune importance si les fruits de cette croissance sont accaparés par une poignée de profiteurs.

Cette économie de l'accaparement et ce capitalisme prédateur doivent absolument cesser. C'est la voie vers l'instauration de la confiance dans les institutions du pays et la réhabilitation du politique. Que tous les acteurs en tirent les leçons qui s'imposent, qu'ils procèdent à leur perestroïka. Avant qu'il ne soit trop tard !!

La rentrée politique au Maroc

Des mesures fortes sont attendues.

dimension qui a mobilisé le plus la jeunesse marocaine se réclamant de « génération Z. 212 ».

Outre les revendications portant sur une bonne éducation, une santé au bénéfice de tous les citoyens, un emploi décent, la question de la corruption et de la reddition des comptes a été centrale dans les revendications de cette jeunesse. Bien sûr, ce mouvement bienvenu de jeunes, né à travers les réseaux sociaux, en marge des schémas classiques que nous avons connu jusqu'à présent, n'est pas propre au Maroc. Un certain nombre de pays de par le monde et particulièrement en Asie,

sont passés par là. Ils ont même abouti à la dissolution des gouvernements en place. S'il y a un certain nombre de points communs à ces dynamiques sociétales, force est de constater que chaque pays a ses spécificités historiques et culturelles. Visiblement, les « Genzadiens » de chez nous ont bien saisi cette spécificité.

Du monde virtuel au monde réel

Maintenant que ces braves jeunes, animés par un patriotisme sincère et un engagement citoyen exemplaire, ont transmis le message et créé effectivement l'événement de la rentrée, doivent quitter le monde virtuel et l'anonimat pour travailler sur le terrain comme ils viennent de commencer à le faire. Ils auront plus de poids, soit en créant leur propre structure selon les lois en vigueur (tout en continuant à militer pour leur amélioration), soit en intégrant les structures déjà existantes en fonction de leur choix.

Il faut, cependant, saluer leur esprit d'imagination et de créativité en mettant en place un modèle de fonctionnement basé sur la « démocratie directe » et une structure horizontale où tout le monde est égal et où la notion de chef est totalement absente. Toutefois, si ce « mode opératoire » est en parfaite adéquation dans un monde virtuel et un nombre relativement limité de participants, il ne peut être retenu comme modèle de gouverner dans la pratique. Du moins jusqu'à preuve du contraire. Dans tous les cas, ce mouvement de



Can'Art et CULTURE



Festival d'Alexandrie Le Maroc fait son cinéma

Le cinéma marocain a brillé lors de la 41^e édition du Festival du film méditerranéen d'Alexandrie, clôturée lundi 6 octobre, en décrochant trois distinctions majeures. Invité d'honneur de cette édition, le Royaume a marqué l'événement par la qualité de ses productions et la présence active de ses cinéastes dans les jurys et débats. Le prix de la meilleure photographie a été attribué à Yassine Bouderballa pour son travail sur « Malentendus » de Hamid Basket, un drame à la narration double qui explore les failles d'un destin ordinaire soudainement bouleversé. Le film « Empreintes du vent » de Leila Triki a quant à lui remporté le prix du meilleur long métrage arabe dans la catégorie « Nour El Sherif », confirmant la place croissante des ré-



alisatrices marocaines sur la scène régionale. Dans la compétition des courts métrages, « Casting » de Laila Al-Masbahi a reçu le prix spécial du jury pour son audace formelle et son regard singulier sur le monde du cinéma. Au-delà des distinctions, la participation marocaine a eu droit à un hommage rendu à Hakim Belabbas, figure majeure du 7^e art national, célébrant une œuvre qui a contribué à renouveler les imaginaires visuels de la région.

Le palmarès international a sacré le film égyptien « Al-Minbar » (meilleur long métrage méditerranéen), tandis que la coproduction croato-américaine « Behind One Smile » a reçu le prix spécial du jury. En clôture, le président du festival, Amir Abaza, a salué la richesse des échanges et souligné la contribution notable du Maroc à cette dynamique méditerranéenne. ▶

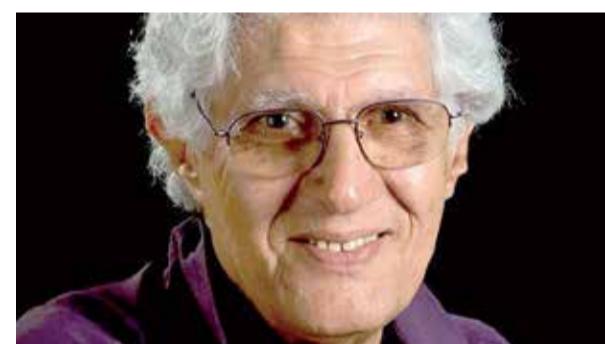
Mohamed Hamidi Une figure lumineuse de l'art moderne s'en va

Mohamed Hamidi s'est éteint le 6 octobre 2025 à l'âge de 84 ans, laissant derrière lui une empreinte indélébile sur l'histoire de l'art marocain. Figure fondatrice de l'École de Casablanca, pédagogue passionné et peintre visionnaire, il a incarné une génération d'artistes décidée à affranchir la création du regard colonial pour lui donner une portée authentiquement marocaine.

Né à Casablanca en 1941, Hamidi s'est formé entre sa ville natale et Paris, où il obtient en 1964 un diplôme en peinture monumentale à l'École nationale supérieure des Beaux-Arts. De retour au pays, il enseigne à l'École des Beaux-Arts de Casablanca et s'engage dans une aventure artistique et intellectuelle collective aux côtés de Farid Belkahia,

Mohamed Melehi et Mohamed Chabâa. Ensemble, ils œuvrent pour donner un souffle nouveau à la scène artistique, en puisant dans les arts populaires – tapis amazighs, calligraphie, zellige – et créer une modernité enracinée.

Son œuvre, traversée de lignes souples et de gestes vibrants, oscille entre abstraction et mémoire, tradition et avant-garde. Hamidi a toujours voulu que l'art sorte des musées pour rencontrer la rue et le peuple, comme en témoigne l'exposition-manifeste « Présence plastique » organisée à Marrakech en 1969, moment fondateur de l'art moderne marocain. Reconnu au Maroc comme à l'international, notamment avec l'entrée de deux de ses œuvres au Centre Pompidou en 2019, Mohamed Hamidi laisse derrière lui bien plus qu'un héritage pictu-



Mohamed Hamidi.

ral : une vision, une émotion partagée, et l'audace d'avoir cru que la modernité pouvait naître ici, dans la lumière particulière du Maroc. ▶

Tanger au rythme du flamenco Andrés Barrios fait vibrer un public conquis

Le pianiste espagnol Andrés Barrios Navarro a électrisé, dans la soirée du lundi 6 octobre, la scène tangéroise en donnant un concert d'une rare intensité, mêlant tradition flamenco et sonorités contemporaines. Ce moment musical s'inscrivait dans le cadre du Congrès mondial du flamenco Maroc 2025, organisé par l'Institut Cervantes, qui fait escale dans plusieurs villes du Royaume tout au long du mois d'octobre.

À Tanger, l'artiste andalou, originaire d'Utrera (Séville), a dévoilé toute l'étendue de son talent en associant au piano des rythmes jazz, latins et afro-cubains. Accompagné de la danseuse Carmen Young Pérez, il a installé un dialogue vibrant entre la fougue instrumentale et la grâce chorégraphique. Le public, conquis, a accompagné plusieurs mélodies populaires, dont une version poignante de « La Tarara », chanson rendue célèbre par Federico García Lorca. « Je suis très



Un concert d'une rare intensité.

heureux de jouer à Tanger, une ville accueillante et pleine de charme. Partager cette musique avec un public aussi chaleureux est un grand plaisir »,

a déclaré Andrés Barrios à la presse à l'issue du spectacle. Pour José María Davó Cabra, conseiller culturel à l'Ambassade d'Espagne au Maroc, ce Congrès illustre la richesse des échanges culturels entre les deux pays. Il a salué « l'excellence des relations culturelles hispano-marocaines, nourries par une histoire commune et un patrimoine partagé », rappelant que le flamenco « trouve toujours un écho particulier au Maroc ». Considéré comme l'un des pianistes flamencos les plus prometteurs de sa génération, Andrés Barrios revendique des influences multiples — de Chick Corea à Chucho Valdés, en passant par Michel Camilo et Gonzalo Rubalcaba. Sa partenaire Carmen Young Pérez, originaire du Mexique et lauréate de trois prix au Festival de Jerez 2023, incarne avec énergie et expressivité une nouvelle génération de bailaoras internationales. ▶



Le MIGRATEUR



Crise politique

La France enchaîne les démissions accomplies

Le Premier ministre Sébastien Lecornu a démissionné 27 jours après sa nomination par le président de la République — et 836 minutes après l'annonce de la composition de son gouvernement, soit le gouvernement plus court de la Cinquième République et dans l'histoire de l'UE. La France de record en record!

LAILA LAMRANI

L'instabilité politique s'est emparée de la France qui ne cesse de se surpasser pour s'offrir en spectacle qui suscite la dérision à l'étranger. Sébastien Lecornu, dernier Premier ministre nommé il y a un mois environ, a démissionné lundi 6 octobre 2025, quelques heures seulement après avoir présenté son gou-



Sébastien Lecornu, mission impossible.

vernement ! Après avoir promis des changements radicaux, Lecornu a formé une équipe qui a déçu même ses propres partenaires notamment le ministre de l'Intérieur le LR Bruno Retailleau qui voulait un cabinet sans Bruno Lemaire nommé ministre des Armées accusé d'être responsable de l'endettement colossal de la France du temps où il était ministre de l'Économie et des Finances. La démission inattendue de Lecornu a aggravé la crise politique, et ce n'est plus seulement le Parlement qui est en cause, mais aussi la

pérennité du pouvoir d'Emmanuel Macron. La cheftaine du RN Marine Le Pen l'a exhorté à choisir entre la dissolution ou la démission. Dans une dernière manœuvre désespérée, le président en sursis a demandé à M. Lecornu de faire un dernier tour de piste pour trouver une solution qui éloignerait la perspective des élections en dégageant notamment des compromis avec les forces de l'opposition, la PS en tête. M. Lecornu avait jusqu'à mercredi 8 octobre pour sauver la mise à son patron et une France paralysée. ▶

Un exercice très incertain dans le contexte politique actuel. Le pays traverse la pire crise politique et institutionnelle depuis des décennies. Cinq Premiers ministres en un an et demi, c'est trop pour n'importe quel pays. Mais le Premier ministre démissionnaire se montre optimiste. « J'ai de bonnes raisons de vous dire que parmi les bonnes nouvelles, l'ensemble des consultations que j'ai pu avoir avec la présidente de l'Assemblée nationale, Mme Braun-Pivet, et avec le président du Sénat, Gérard Larcher, avec l'ensemble des formations politiques de l'UDI, de LIOT, des Républicains, de Place publique, du MoDem, d'Horizon, de Renaissance et d'autres, qu'il y a une volonté d'avoir pour la France un budget avant le 31 décembre de cette année », a-t-il déclaré, mercredi, depuis Matignon... La France souffre d'un grave déséquilibre structurel, avec une dette publique colossale et l'atomisation de la carte politique. Le fait qu'aucun parti ne peut former une majorité cohérente empêche l'approbation d'un budget qui permettrait de redresser la barre d'un pays à la dérive. ▶

Gaza Le "cessez-le-fou" enfin!

Israël et le Hamas ont annoncé jeudi 9 octobre avoir accepté un cessez-le-feu, conformément à la première phase du plan de paix proposé par le président des États-Unis. Des otages survivants de l'acte de résistance du 7-Octobre seront "de retour" dès lundi, indique Donald Trump. En échange, 2.000 détenus palestiniens seront libérés.

LAILA LAMRANI

Dans le sud de la bande de Gaza, avant même que le soleil ne se lève, une foule de Palestiniens a laissé éclater sa joie jeudi, après l'annonce d'un accord qui laisse espérer la fin d'une guerre génocidaire de deux ans menée par les sionistes contre le peuple de Gaza. Des massacres sauvages à coups de bombardements de bâtiments civils (immeubles, hôpitaux, écoles) et de l'usage de la famine comme arme ont fait plusieurs dizaines de morts et des milliers de mutilés et d'handicapés à vie. Les principales victimes de cette guerre d'extermination sont les enfants et les femmes. Gaza et ses survivants n'aspirent qu'à vivre en paix, dans la dignité et la liberté. Leur joie est indescriptible en apprenant la fin des bombardements sauvages.

« Dieu est le plus grand », crie une poignée de jeunes hommes, dont l'un se fait porter sur les épaules d'un autre en haranguant le groupe réuni devant l'hôpital Nasser de Khan Younès, avant de reprendre



Des scènes de joie à Gaza après l'annonce du cessez-le-feu.

en chœur des slogans de célébration. Plusieurs se filment pour les réseaux sociaux, un immense sourire sur le visage, tandis qu'un homme porte à bout de bras une femme enceinte diffusant des chants tout en projetant des lumières multicolores dans la nuit. « Grâce soit rendue à Dieu pour ce cessez-le-feu, merci de mettre fin au bain de sang », lance Abdelmajid Abed Rabbo, un des jeunes rassemblés devant l'hôpital. « Je ne suis pas le seul à être heureux : toute la bande de Gaza est heureuse, tout le peuple arabe est heureux », poursuit ce jeune homme aux cheveux bouclés. « Je remercie tous ceux qui se sont tenus à nos côtés et ont contribué à mettre fin à tout ce sang versé, je leur envoie tout mon amour depuis Gaza. » ▶



Journal satirique marocain paraissant le vendredi

Rue Ibnou Katir résidence
Al Mawlid II Imm. D RDC n°4
Maârif - Casablanca -

Tél : 0522 23 32 93
Fax : 0522 23 46 78

E-mail : contact@lecanardlibere.com
Site web : www.lecanardlibere.com

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
ET DE LA RÉDACTION

Abdellah Chankou
a.chankou@lecanardlibere.com

RÉDACTEUR EN CHEF

Abdellah Chankou

RÉDACTION

Jamil Manar

Amine Amerhoun,

Saliha Toumi, Ahmed Zoubaïr,
Laila Lamrani Amine et
Chaimaa El Omari Naib

CORRESPONDANT EN FRANCE
ET EN EUROPE

Samir Berhil

s.berhil@lecanardlibere.com

CARICATURES

Boudali, Zag

WEBMASTER

Larbi Larzaoui

INFOGRAPHIE

Yahia Kamal

LOGISTIQUE

Youssef Roumadi

SERVICE COMPTABILITÉ

Essaadia HAKANI

DOSSIER PRESSE

Aut. 51/06

DÉPÔT LÉGAL

2007 / 0025

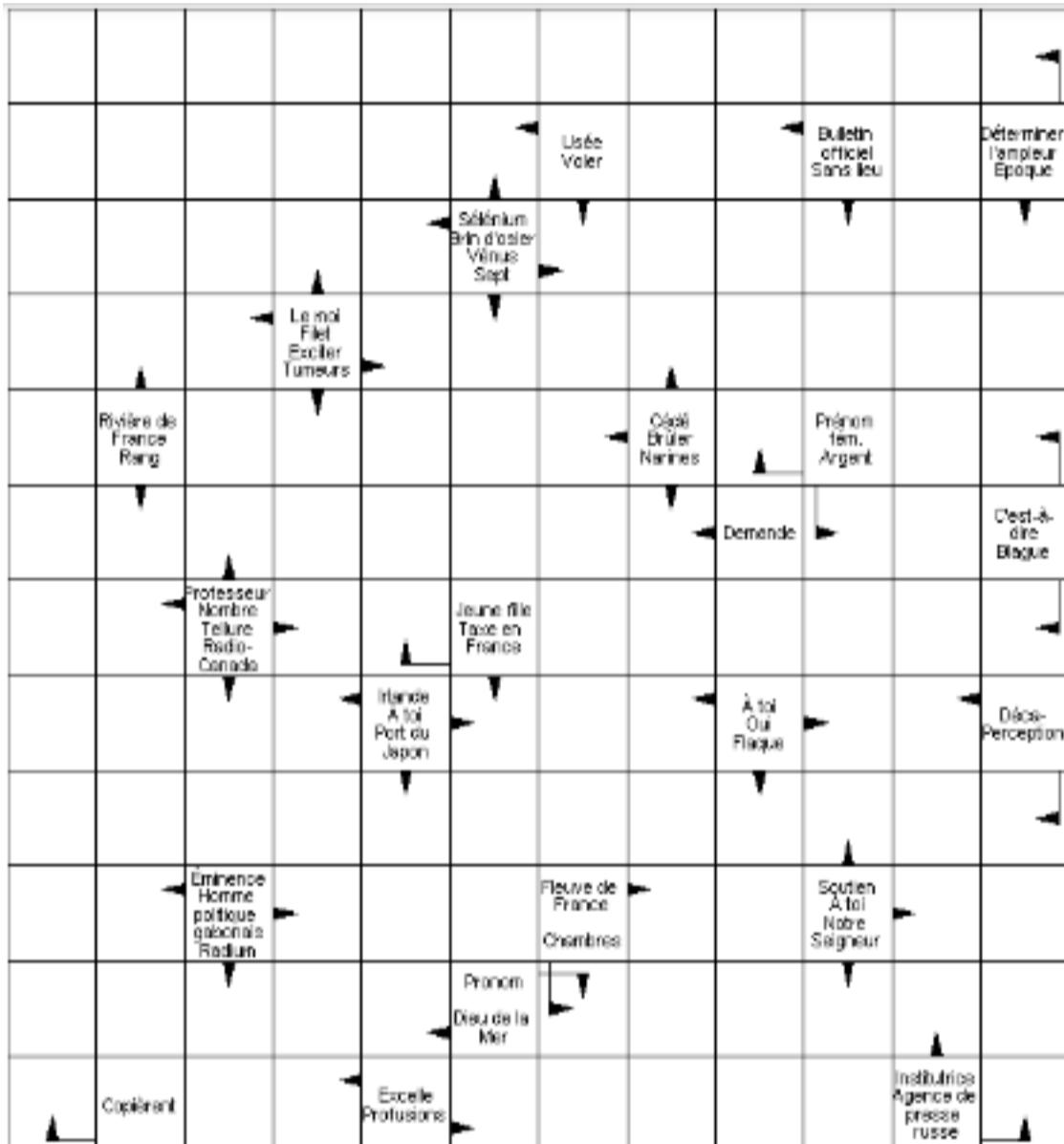
ISSN 2028-0416



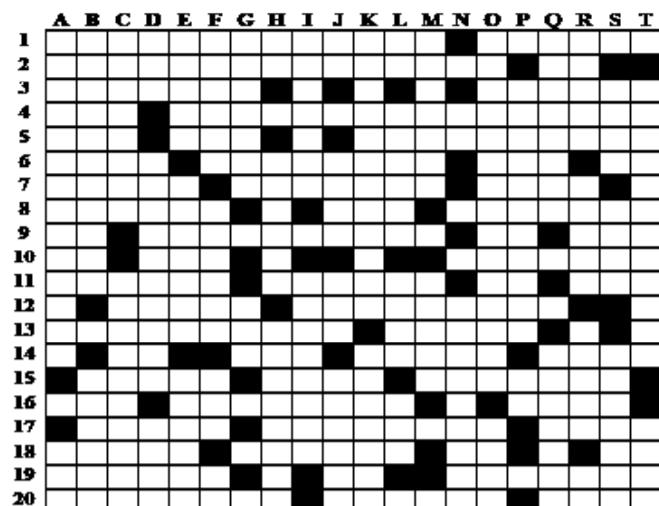
Et BATATI ET BATATA



Mot Fléchés



Mots croisés



HORIZONTALEMENT

[1] Fait revivre le passé. Irriter. [2] Mettent à l'aise. Peuvent brûler les Egyptiens. [3] Elles sont de toutes les couleurs. Elles à la nez épais. [4] Tournent par le père. Diamétralement des autres. [5] Refroidit. N'évoque pas. Utilisé par les humains. [6] Séparé avec de l'eau. Département rapide. Peut éteindre. Régule de descente. [7] Plante en formation. Bien décrite. Peut être. [8] Agissant en van de trooper. Il a un chargé. Regardez avec inspiration. [9] Peut évoquer. Habituée d'un déplacement. Adverbie. La cinquième de douze. [10] Peut être. Est souvent opposé à la force. Tout blanc. [11] Habitent d'un département. Peut être récolter. Il a le temps. Dans le vent. Conservateur. [12] Tous petits. On mange de bouteilles quand on en fait. [13] Habitantes des Deux-Sèvres. Des marmes. [14] Note. Baisse ou croît. Raccourci. Dommages. [15] Pour entendre ou respirer. Petite tarte. Logement de mœurs. [16] Signe de droite. Empêche. Sont sans rebrousse. [17] Papier de laine. Remette à neuf. Ondulatrice aquatique. [18] Décor. Platane et s'intéresse aux pieds. Parcipe. Rendement de nombre. [19] Ancienne mesure de capacité. Note. Soutien des artistes. [20] Rassure. Leur beauté est répétée. Peut être.

[V] Veste étendue. Préparent l'impression. Peut être. [F] Policier américain. Se souvient sur le bocal. Possèdent. Coeur élémentaire. [G] Employé des stations de ski. Adverbie de confirmation. [H] De l'ancien. Grand personnage. Sent dans à des vers. [I] Dames homogènes. Étouffer. [J] Peut être. Guit. Retraite du Sud. Objectifs des voleurs. [K] Ne peuvent plus tenir. N'est pas près d'être fini. [L] Cale. Plein à ras bord. Utilisé. Dessus de table. [M] Elle ne verra plus rien. Instrument de musique. [N] Note. Inspiré par le diable. [O] Guinpeau. Retrouve les îles. [P] Personnes de la Grèce ancienne. Préposition. [Q] Elles servent au camping. Peut être. [R] Peut-être, elle semble plus facile. Se fait sur les planches. Bien pourvu. Affirmation enfantine. [S] Est vite. Action de déplacement. Rendu. [T] Fonctionnelles. Peut être.

Mots Mêlés



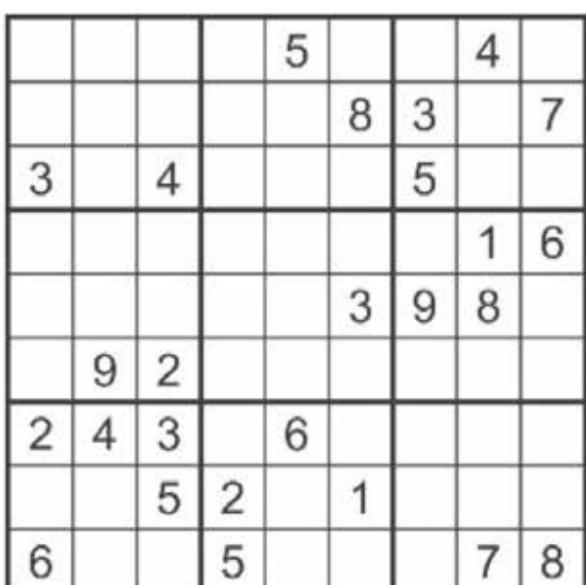
AMPLE AQUATIQUE ATOUIL BAINES BASSINE BASSIN BLEU BORD BRASSE BRISE CALANQUE CORNE

DIRIGE DÉCHIRE CTAMÉ DURCKA FLOTTER GRIFFE HAMMAM JACUZZI JETÉ KAYAK LAGON LAGUNE MAGIE MOULE NATATION

PIÈCHE PÉDALÉ PISSINIC PLONGÉE RAFTING RÉTRO SAUNA SOURCE SOUTIEN THERMOMÈTRE TITINE TITIMARAH VALLÉE VOLLE

Su-Do-Ku

Compléter cette grille de manière à ce que chaque ligne, chaque colonne et chaque carré contiennent une fois et une seule fois tous les chiffres de 1 à 9.



A méditer



« Le café est un breuvage qui fait dormir quand on n'en prend pas. »

Alphonse Allais,
À se tordre.

Solution des jeux du numéro précédent

Su-Do-Ku

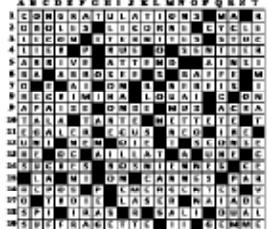
| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 8 | 4 | 1 | 5 | 3 | 6 | 2 | 9 | 7 |
| 3 | 9 | 5 | 2 | 7 | 8 | 6 | 1 | 4 |
| 7 | 2 | 6 | 1 | 9 | 4 | 5 | 3 | 8 |
| 4 | 3 | 9 | 7 | 2 | 1 | 8 | 6 | 5 |
| 5 | 6 | 7 | 4 | 8 | 3 | 9 | 2 | 1 |
| 2 | 1 | 8 | 6 | 5 | 9 | 4 | 7 | 3 |
| 1 | 5 | 3 | 8 | 6 | 2 | 7 | 4 | 9 |
| 6 | 7 | 4 | 9 | 1 | 5 | 3 | 8 | 2 |
| 9 | 8 | 2 | 3 | 4 | 7 | 1 | 5 | 6 |

Mots Mêlés

Mots fléchés

POSTILLONNER .NOIRE.SUITE P.SAINTE.Q.D RE.RETORQUER ETIEZ.Q.UELE METS.HUMERUS E.E.AIEUL.ES DE.P.BENQI.E ILLICO.DURER TEES.URAEUS. EVASE.I..NAO RENEGATES.US

Mots croisés



Mots Mêlés

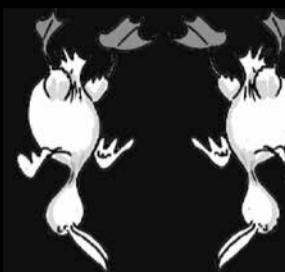
La phrase cachée est : DROIT DE VOTE.



Et BATATI ET BATATA



Bizarre



Cascadeur à 95 ans

Il est l'homme le plus âgé à s'être tenu debout sur un avion en vol ! L'exploit s'est déroulé samedi 9 avril à l'aéroport du comté du Gloucestershire, au Royaume-Uni, et tient à l'âge du challenger : 95 ans. Sur la vidéo postée par l'agence de presse britannique SWNS et relayée par Le Progrès (<https://youtu.be/7G06SNSw950>), on voit en effet Ivor Button, debout sur un avion, attaché par un harnais s'élançer dans les airs.

Le vol a duré une heure et vingt minutes. Le record du monde a été validé après que l'appareil a rejoint l'aéroport de Derry, en Irlande du Nord. Avant Ivor Button, le recordman du «wing walking» était Tom Lackey. Son titre datait de 2013, il était alors âgé de 93 ans.

«Je n'avais pas peur, je craignais plus d'avoir froid»

Pas intimidé pour un sou par cette performance peu commune, Ivor Button aurait répondu après le vol : «Je n'avais pas peur, je craignais plus d'avoir froid.» C'est en 1932, alors qu'il n'avait que 6 ans, que ce grand-père de 17 petits-enfants et 5 arrière-petits-enfants a commencé à s'intéresser aux sensations fortes procurées par les vols debout. Pour Ivor Button, cet exploit s'inscrit dans une démarche de levée de fonds pour la recherche médicale. Des fonds destinés à l'association Ataxia UK qui aide les personnes atteintes d'ataxies, des maladies dégénératives dont plusieurs membres de sa famille sont atteintes.

Pas si trottinette que ça !

La police de Genève, en Suisse, a fait part mercredi 13 avril d'un « record » qui ne devrait pas en être un : en 2021, un homme a été interpellé sur une trottinette électrique pouvant atteindre la vitesse folle de... 132 km/h, rapporte Le Dauphiné Libéré. Les faits remontent au 18 octobre dernier. Les policiers ont rapporté la grosse trottinette dans leurs locaux. En l'analysant, ils ont réalisé qu'elle avait... deux moteurs, dont un qui n'était pas en fonction. Sans ça, la trottinette aurait pu aller bien plus vite ce jour-là et mettre en danger le pilote et les personnes que l'engin aurait croisées. En Suisse la vitesse maximale autorisée est de 20 km/h pour les trottinettes électriques. Les pilotes des engins qui ressemblent à un cyclomoteur doivent être en possession d'un permis spécial.

Une erreur trop humaine

Elle avait une chance sur trois millions de décrocher le jackpot, et cela s'est produit grâce à... une bousculade. C'est l'histoire folle qu'a vécue LaQuedra Edwards, une habitante de Californie (Etats-Unis), en novembre dernier, rapporte The Washington Post (7/4).

La femme se trouvait devant un distributeur automatique de tickets à gratter, dans un commerce de Tarzana, un quartier de Los Angeles. Elle avait l'intention d'acheter un billet à 40 dollars mais a finalement appuyé sur un autre bouton après avoir été bousculée par une personne « malpolie ». Un ticket à 30 dollars est sorti de la machine.

LaQuedra Edwards est donc revenue à sa voiture et s'est mise à gratter ce ticket qu'elle n'avait pas choisi. Elle a alors découvert qu'elle avait gagné 10 millions de dollars. N'y croyant pas, elle n'a pas quitté le billet gagnant des yeux pendant qu'elle conduisait. « Je me suis arrêtée, je l'ai regardé encore et encore, je l'ai scanné avec mon application. Je n'arrêtais pas de penser que cela ne pouvait pas être vrai », a-t-elle raconté.

Une chose est sûre : la fortunée ne sera plus obligée de gratter pour vivre.



Rigolard



alors: c'est un chien de garde ça ? Sa femme répond : Oui, c'est un chien qui fait du karaté ! Le mari répond alors : « Karaté, mes couilles ! ».

Cédric a des problèmes avec l'Historie

Le petit Cédric a 20/20 dans toutes les matières, sauf en histoire.

Ses profs, qui ne comprennent vraiment pas pourquoi, décident de convoquer ses parents pour en savoir plus.

Le père du jeune Cédric leur explique :

- J'ai dit à mon fils : Tu travailles bien à l'école, et surtout, surtout, tu fais pas d'histoire !

Le père le plus rapide

C'est 3 gamins qui discutent dans la cours de récréation et chacun vante le fait que son père est le plus rapide du monde.

Le premier raconte :

- Mon père, il est super rapide. Il est conducteur de TGV. A 12h00 il est à Paris et à 14h30 il est à Marseille !

Le second enchaîne :

- Pfff, c'est nul. Moi, mon père, il est pilote de l'avion Concorde. A 12h00 il est à Paris, à 15h00 il est à New York !

Le troisième prend alors la parole et dit :

- Bande de petits joueurs !

Les 2 premiers, interloqués, demandent alors :

- Il fait quoi ton père à toi ? Il est astronaute ?

- Non, il est fonctionnaire. Il finit son boulot à 17h00 et à 16h00, il est à la maison.

A VENDRE

Local à vendre bien situé

Superficie
250 m²

77 BD Ghandi
Casablanca-Anfa

Contact :

06 81 80 13 07

LOUONS DES BUREAUX DE TOUTES SUPERFICIES

Angle boulevard de la Résistance, Rond-point d'Europe et Boulevard Zerkouni
Contactez-nous au 0661177444



CHAQUE VENDREDI NOUS CANARDONS CEUX QUI FONT L'ACTUALITÉ



Enquêtes poussées, caricatures politiques, indiscretions croustillantes et bien d'autres révélations... Pour s'informer drôle, vrai et intelligent, le bon réflexe c'est Le Canard Libéré.

